

Unité bi-départementale Calvados-Manche

Caen, le 20/01/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/01/2023

Partie nominative

SOCIETE DE PROPRETE ET D'ENVIRONNEMENT DE NORMANDIE

Le mont Tornu
14370 VALAMBRAY

Affaire suivie par : BOURGAULT Charlotte

Téléphone : 02 50 01 85 56

Courriel : charlotte.bourgault@developpement-durable.gouv.fr

Références : 2023.045

Code AIOT : 0005300595

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 17/01/2023 de l'établissement SOCIETE DE PROPRETE ET D'ENVIRONNEMENT DE NORMANDIE implanté CHEMIN DE LA CÔTE LE MONT TORNU 14370 VALAMBRAY. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- BOURGAULT Charlotte, inspectrice de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

Sébastien Lauvray: directeur du site

Gilles Hamelin: expert métier traitement

Le contact de l'exploitant est sebastien.lauvray@veolia.com

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspectrice de l'environnement	L'inspecteur de l'environnement	Le chef d'équipe déchets
Charlotte BOURGAULT	Guillaume BEAUCAMP	Bertrand CAGNEAUX
20/01/2023	20/01/2023	20/01/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 17/01/2023 de l'établissement SOCIETE DE PROPRETE ET D'ENVIRONNEMENT DE NORMANDIE implanté CHEMIN DE LA CÔTE LE MONT TORNU 14370 VALAMBRAY, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais** impartis pour présenter ses observations, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé** de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après.

- nom : Accidents-Incidents - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2005 article : 5

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/01/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE DE PROPRETE ET D'ENVIRONNEMENT DE NORMANDIE

Le mont Tornu
14370 VALAMBRAY

Références : 2023.045
Code AIOT : 0005300595

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2023 dans l'établissement SOCIETE DE PROPRETE ET D'ENVIRONNEMENT DE NORMANDIE implanté CHEMIN DE LA CÔTE LE MONT TORNU 14370 VALAMBRAY. L'inspection a été annoncée le 13/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à l'incendie survenu sur la plateforme le 12/01/2023.

Déroulé de l'incident présenté par l'exploitant au cours de l'inspection:

L'andain concerné a été retourné dans la case voisine mercredi 11 janvier et l'incendie a été observé le jeudi 12 janvier matin à l'arrivée des premiers agents sur site.

L'exploitant a contacté le SDIS qui est intervenu rapidement et a réussi à atteindre le feu en début d'après midi (les détails doivent être fournis dans la fiche d'incident que l'exploitant doit transmettre à l'IIC avant le 26 janvier). Le feu était localisé en partie haute de l'andain et non pas en son centre, aussi, la partie basse de l'andain n'est pas entrée en combustion. Les vents ayant été importants durant la nuit, l'exploitant suspecte que la prise au vent de la partie haute de l'andain (située au-dessus du muret constituant la cellule) fait partie des éléments à l'origine de la survenue de l'incendie. La localisation de l'incendie est présentée sur la photo aérienne ci-dessous en encadré rouge.



Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DE PROPRIETE ET D'ENVIRONNEMENT DE NORMANDIE
- CHEMIN DE LA CÔTE LE MONT TORNU 14370 VALAMBRAY
- Code AIOT : 0005300595
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Ce site est une installation de compostage recevant des déchets verts, des boues et des biodéchets. La quantité (appréciée en moyenne annuelle) de l'ensemble des matières traitées est de 150 t/j, avec un maximum de matières traitées par jour limité à 300 t/j. Les différents déchets proviennent des déchetteries, collectivités, industries agroalimentaires du Calvados et des départements limitrophes. Cette installation est notamment soumise aux arrêtés suivant:

- arrêté ministériel de prescriptions générales 2780 du 22 avril 2008 modifié
- arrêté préfectoral du 14 janvier 2005 modifié
- arrêté ministériel du 17 décembre 2019 (transposition BREF WT)
- arrêté préfectoral du 20 juillet 2021 (autorisant l'épandage de 1 280 m³).

L'exploitant a déposé en juillet 2022 la version finalisée d'un dossier de demande visant à accroître la quantité de "jus" épandus et portant l'autorisation d'épandage à un volume de 6 000 m³. Un projet d'arrêté a été transmis à l'exploitant début janvier auquel il a répondu le 13 janvier.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Autre constat concernant le bassin A de l'ISDND

En allant voir l'état du bassin (dit bassin « Billy 1 » ou « bassin B ») de 760 m³, situé à l'est de la plateforme de compostage et situé sur le site de l'ISDND, l'inspection a constaté que le bassin, dit « bassin A », de 6 000 m³ alimentant les surpresseurs reliés aux poteaux incendies assurant la ressource nécessaire en cas d'incident sur l'ISDND était presque vide. L'exploitant a indiqué qu'il avait été vidé pour maintenance la semaine précédente et qu'un clapet antiretour devait être posé prochainement. Cette défense incendie est visée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'ISDND daté du 24/05/2011, or l'exploitant n'a pas prévenu ni le SDIS ni l'inspection de cette maintenance.

L'absence de défense contre l'incendie constitue un écart majeur.

L'exploitant a transmis à l'inspection un extrait du registre d'entretien de ce bassin. Il est référencé une période d'entretien (vidange, curage, remplacement de crépine) allant du 20/10/20 au 06/04/2021 puis une nouvelle phase de vidange/entretien à partir du 09/01/23. Au moment de l'inspection, cela faisait donc 8 jours que le bassin n'était plus fonctionnel.

Remarque: l'inspection s'interroge par ailleurs sur l'exhaustivité du registre d'entretien du bassin A, qui ne mentionne pas la période de vidange de novembre 2021, observée lors de l'inspection sur le site de l'ISDND le 22/11/21.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Accidents-Incidents	Arrêté Préfectoral du 14/01/2005, article 5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/03/2011, article 1.9	/	Sans objet
2	Gestion de l'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/03/2011, article 1.9	/	Sans objet
3	Gestion des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 09/03/2011, article 1.9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Si le SDIS a fait état d'une bonne coopération de la part de SPEN lors de l'incident et si l'eau du bassin de la plateforme de compostage a suffi à éteindre le feu, cet épisode a révélé que des améliorations sont nécessaires pour assurer une défense incendie fiable, répondre aux exigences réglementaires et aux préconisations du SDIS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2011, article 1.9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Moyens de lutte contre l'incendie L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment: -d'une réserve d'eau, d'un volume de 200 m ³ , maintenue en permanence au niveau du bassin de 2 000 m ³ . Cette réserve sera aménagée d'une aire de mise en aspiration de 32 m ² (8x4) accessible en tout temps par une voie de 3 m de large supportant un véhicule de 16 tonnes. -une réserve en eau incendie, d'une capacité de 300 m ³ , au niveau du bassin de collecte des eaux pluviales de l'installation de stockage de déchets ultimes de Billy, doit être maintenue disponible en permanence.
Constats : Lors de l'incendie, les pompiers ont utilisé l'eau présente dans le bassin de rétention des eaux de ruissellement de la plateforme. Le volume présent était plus que suffisant puisqu'il restait 1 460 m ³ sur 2 000 m ³ dans le bassin à la fin de l'incendie. Le bassin était accessible, les pompiers se sont servis de leur pompe flottante pour s'alimenter en eau. La ressource contenue dans le bassin situé à l'est de la plateforme (dit Billy 1) sur le site de l'ISDND n'a pas été utilisée par le SDIS, ce bassin était rempli lors de l'inspection.
Observation : Le service prévision du SDIS a effectué une visite suite à l'incendie et a indiqué à la DREAL les deux points suivants: -l'eau de la plateforme étant chargée, son utilisation présente un risque de rupture des pompes mise en place par le SDIS. De plus, l'utilisation de cette eau nécessite a posteriori un nettoyage par le SDIS de son matériel. -l'accès du bassin de 760 m ³ comportant les 300 m ³ identifiés dans l'arrêté d'autorisation modifié n'est pas suffisamment aménagé pour considérer cette ressource comme une DECI.
Aussi, l'inspection demande à l'exploitant de présenter une étude d'actualisation de ses ressources contre l'incendie concernant la plateforme de compostage avant le 30 juin 2023. Cette échéance sera reprise par l'arrêté préfectoral complémentaire actuellement en cours de finalisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion de l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2011, article 1.9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer d'une aire réservée laissée disponible, de superficie au moins égale à 2 fois la surface d'un andain, et d'un engin approprié permettant d'étaler un tas en feu.
Constats : L'exploitant a pu extraire à l'aide d'une pelle sur chenille les 200 à 300 m ³ d'andains concernés et les étaler dans la cellule voisine qui était vide.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2011, article 1.9
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux d'extinction d'un incendie généralisé sur le site sont récupérées au niveau des bassins de stockage du site.
Constats : Les eaux d'extinction sont bien restées sur le site et la partie non vaporisés est retournée via le réseau de collecte vers le bassin de décantation. >En temps normal l'exploitant aurait valorisé ces jus par épandage agricole. Le transfère des eaux du bassin de décantation vers le bassin de rétention se fait par l'actionnement d'une pompe. 1) Dans le cas où SPEN souhaiterait épandre ces jus, l'inspection demande à l'exploitant d'effectuer des analyses spécifiques sur les eaux d'extinction contenues dans le bassin de décantation en ajoutant aux paramètres classiques de l'AM du 08/01/1998 les paramètres pertinents en lien avec la combustion de matières (notamment HAP, PCB, COV, PCDD/DF), et de démontrer l'absence de risque. Dans le cas contraire, ces jus devront être envoyés dans une filière adaptée. L'inspection recommande à l'exploitant de ne pas mélanger ces eaux avec celles présentes dans le bassin de rétention tant que leur destination n'aura pas été établie. L'exploitant doit par ailleurs indiquer ce qu'il a prévu de faire des boues situées en fond de ce bassin de décantation (cendres potentiellement présentes).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Accidents-Incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2005, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Transmission de l'information
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement doit être déclaré dans les plus brefs délais à l'IIC.
Constats : L'exploitant a eu connaissance de l'incendie en tout début de matinée et n'avait pas prévenu l'inspection à 12h. L'inspection a pris l'attache de l'exploitant à 12h15 suite à l'information transmise par le SDIS. L'exploitant aurait dû prévenir l'inspection dans la matinée. L'exploitant a indiqué lors de l'inspection, qu'il notait la remarque et s'engageait à faire mieux si un nouvel incident se produisait.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet